

Parlons de la légalisation du cannabis pour ne plus parler des sujets qui fâchent

Article rédigé par *contact*, le 18 avril 2016

[Source: Boulevard Voltaire]

En échec sur tous les fronts, pour arrêter une chute vertigineuse dans l'opinion, notre misérable exécutif, qui n'en finit pas effectivement d'exécuter le pays, se rattrape aux branches.

Il avait depuis longtemps perdu les ouvriers. Les paysans le haïssent. Le voilà qui perd « les » jeunes – enfin, les siens –, ceux qui vont place de la République se donner l'illusion de penser quand ils ne préfèrent pas casser du policier. Alors, le « pouvoir » sort sa batterie d'expédients : le premier est le carnet de chèques. Cette réponse dénuée d'imagination et de courage dans un pays en déficit structurel est une habitude, quasiment un tic. Les fonctionnaires renâclent : on augmente le point d'indice. Les agriculteurs sont désespérés, notamment parce qu'on les empêche d'exporter en Russie tandis qu'on les expose à la concurrence déloyale des pays qui font appel aux travailleurs détachés : on baisse les charges pour les agriculteurs en difficulté. Les lycéens et les étudiants encadrés par des organisations gauchistes ultra-minoritaires manifestent : un chèque sans provision de 450 millions est signé en faveur de l'insertion des jeunes diplômés. Cette dernière mesure est destinée à calmer l'UNEF, mais elle n'apporte aucune solution au vrai problème qui est celui du chômage des non-diplômés. Ce tirage à flux continu atteint 7 milliards d'euros qui n'existent pas alors que la justice n'a pas les moyens d'exercer ses missions qui, elles, sont une priorité évidente de l'État régalien.

Alors, le pouvoir use d'une autre de ses manies. Une taxe va frapper les CDD. Cette annonce est un condensé des dérives nationales : une dépense publique superflue va être financée par une augmentation des prélèvements obligatoires. Cette dernière n'atteindra évidemment pas son but apparent puisque le patron qui craint d'embaucher un CDI en raison de la conjoncture va sans doute renoncer complètement à embaucher si le CDD est trop lourd. Or, notre pays connaît un chômage important en raison même des charges, des taxes et de la fiscalité qui représentent 44,5 % du PIB. La France est championne du monde avec 360 taxes et impôts divers : au poids s'ajoute la complexité. Le choc de simplification qui fut un flop n'est plus qu'un lointain souvenir : l'élection présidentielle approche. C'est le sauve-qui-peut !

Le comble de la déviance politicienne a été atteint par le « bobo » parisien Le Guen, par ailleurs médecin ! Quand l'ascenseur social est en panne, on passe au sociétal. Quand on parle de la légalisation du cannabis, on ne parle plus des sujets qui fâchent : le chômage, l'immigration envahissante, la montée de la violence face à l'impuissance de l'État. D'ailleurs, l'État fait de son impuissance un argument. Parce qu'on ne parvient pas à juguler la consommation, autorisons-la : cela fera des taxes, libérera des policiers pour d'autres tâches et, cerise sur le gâteau, ça plaira aux jeunes qui manifestent.

Évidemment, l'argument fondé sur la prohibition américaine ne tient pas, puisque l'alcool est ancré dans les cultures occidentales et chrétiennes, ne serait-ce qu'à travers le vin. Ce n'est pas le cas de la drogue ni du tabac. Leurs ravages sur la santé, leur coût social exigent l'interdiction stricte de la première et l'éradication progressive du second. La complaisance des politiques à l'égard de ces addictions est déjà coupable. L'absence de peines sérieuses contre les trafiquants et les consommateurs de stupéfiants et le souhait de leur autorisation sont des démissions qui disqualifient les dirigeants politiques. Le but des politiques est le service du bien commun de la collectivité qu'ils ont en charge, ce n'est pas d'être prêt à faire feu de tout bois pour garder un pouvoir qu'ils trahissent.

Christian Vanneste